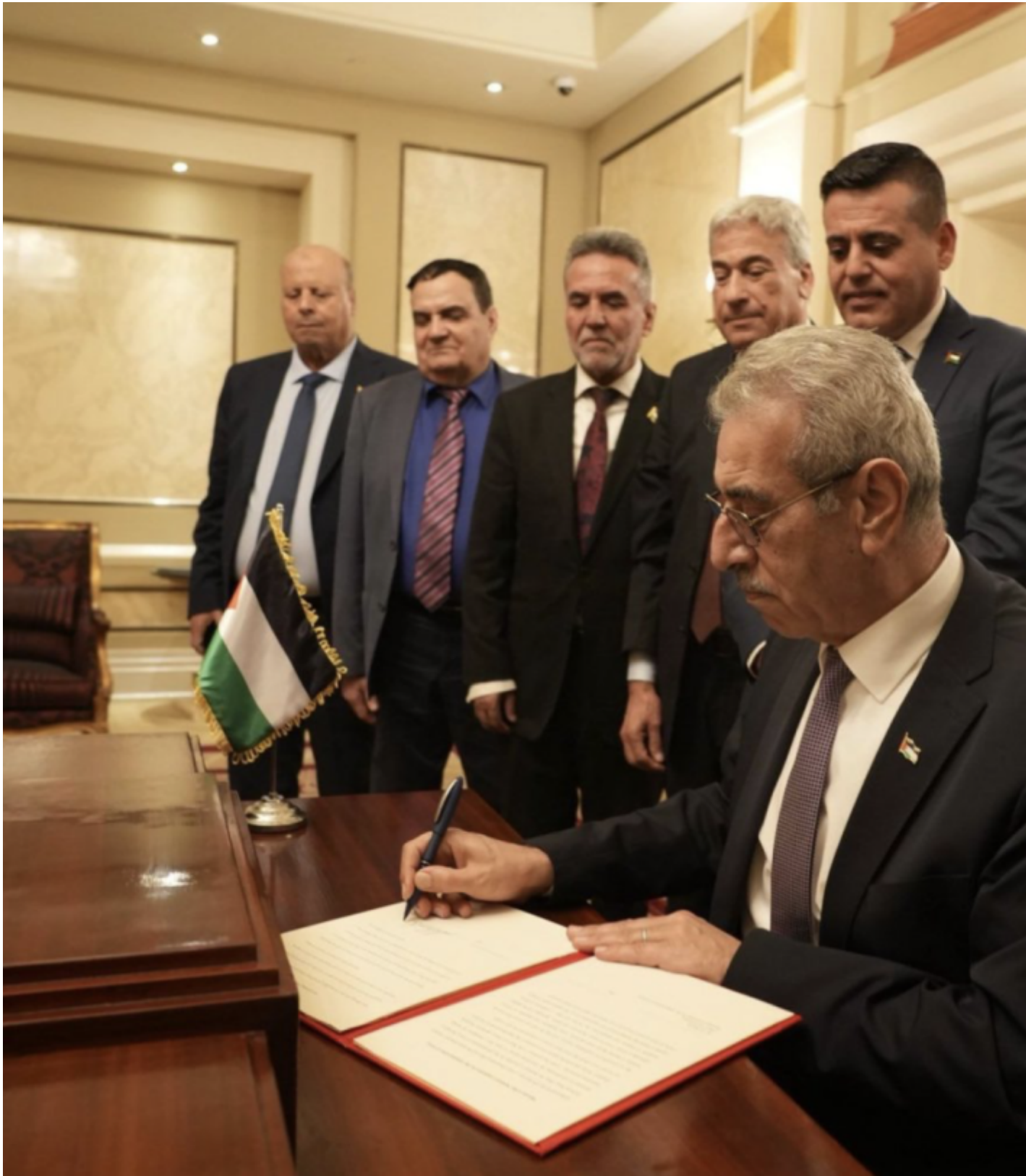




Comment Israël et les États-Unis utilisent la « doctrine du choc » pour imposer une nouvelle administration à Gaza

Description

Le « Conseil de la paix » ratifié par les États-Unis impose un mandat colonial à Gaza. Il s'agit du dernier exemple en date de la « doctrine du choc », les États-Unis et Israël tentant de transformer la société palestinienne à Gaza après avoir détruite par un génocide.



Ali Shaath, président du nouveau comité national pour l'administration de Gaza lors de sa réunion inaugurale au Caire, en Egypte, le 18 janvier 2026. (PHOTO : AGENCE DE PRESSE DU MOYEN-ORIENT/APA IMAGES)

Par Qassam MUADDI, le 22 janvier 2026.

Le comité de technocrates palestiniens chargé d'administrer Gaza est sur le point d'entrer dans l'enclave. Approuvé par les États-Unis, ce comité nommé « comité technocratique » répondra au tout récent « Conseil de la paix » dirigé par Donald Trump. Les factions palestiniennes avaient auparavant exprimé leur rejet de ce Conseil qu'ils considéraient comme une redite de l'ère du mandat britannique et une nouvelle forme de domination coloniale. Mais la position palestinienne a désormais radicalement changé.

Toutes les factions palestiniennes expriment dorénavant leur soutien au comité technocratique. Le Hamas lui-même a déclaré dans un communiqué qu'il était prêt à remettre l'administration de Gaza à cet organe administratif, malgré sa subordination au Conseil de la paix de Trump. Ce consentement palestinien, aussi surprenant soit-il, intervient après deux années de destructions et de pertes humaines sans précédent infligées au peuple palestinien à Gaza, après l'usurpation systématique des terres, les violences de la part des colons et le déplacement de dizaines de milliers de Palestiniens de leurs foyers en Cisjordanie. Deux années qui ont provoqué une onde de choc au sein de la société et de la vie politique palestiniennes, entraînant un bouleversement de leurs priorités que les Palestiniens mettront des années à surmonter.

L'annonce du comité technocratique fait suite à de nombreuses réunions entre représentants des factions palestiniennes au sujet de sa formation. Ces mêmes factions s'étaient auparavant accordées pour que ce comité soit créé par décret présidentiel du président de l'Autorité palestinienne (AP), Mahmoud Abbas, et qu'il rende compte à l'AP. Cette vision a été abandonnée au profit de celle d'Israël : ne confier la gestion de la bande de Gaza ni au Hamas ni à l'Autorité palestinienne.

L'assentiment des Palestiniens à cet état de fait n'est pas une coïncidence, et n'a pas commencé avec Gaza. L'autrice canadienne Naomi Klein explique cet accord par la « doctrine du choc » : une stratégie de libération, perfectionnée année après année à travers le monde, qui consiste à imposer des programmes politiques à une société après un choc collectif si violent que ses capacités de réaction se trouvent réduites à néant.

Dans son livre, Klein fait remonter l'origine de la pratique de la « doctrine du choc » au coup d'État militaire chilien soutenu par les États-Unis en 1973, lorsque la CIA a orchestré le renversement du président socialiste démocratiquement élu, Salvador Allende, imposant une dictature militaire sous la gouvernance du général Augusto Pinochet.

La junte militaire de Pinochet a dirigé l'une des périodes les plus sombres de l'histoire du Chili, menant des exécutions sommaires, des actes de torture et des disparitions forcées pendant plus de douze ans. Cette période a également vu la mise en place de politiques radicales d'économie libérale menant à la privatisation de vastes secteurs de l'économie et à la suppression des biens publics subventionnés par l'État, comme la distribution de pain et de lait dans les écoles. Ces politiques ont été mises en œuvre sur les conseils personnels de l'économiste américain libéral Milton Friedman, théoricien du néolibéralisme, qui aurait qualifié les politiques de Pinochet au Chili de forme de « traitement de choc ».

Cette doctrine est appliquée aujourd'hui à Gaza, avant sa mise en œuvre dans le reste du monde.

Rencontre avec les technocrates

Baptisé Comité national pour l'administration de Gaza (CNAG), cet organe technocratique est composé de 13 Palestiniens, tous originaires de la bande de Gaza. Chacun d'entre eux est responsable d'un portefeuille administratif spécifique, et l'ensemble est censé fonctionner comme une forme de gouvernement local ou de municipalité aux pouvoirs élargis.

Le CNAG est dirigé par Ali Shaath, ingénieur et homme d'affaires palestinien originaire de Khan Younés, dans le sud de Gaza. Il a occupé le poste de vice-ministre de la Planification au sein de l'Autorité palestinienne entre 1995 et 2004, puis celui de vice-ministre des Transports de 2004 à 2016. Il n'a pas d'affiliation politique publique, malgré ses liens étroits avec la direction de l'Autorité palestinienne.

Le comité comprend également des personnalités qui bénéficient d'une légitimité sociale à Gaza et ne présentent pas de profil politique public, comme Hana Tarazi, chargée du portefeuille de la condition féminine. Elle est connue pour avoir été la première avocate chrétienne de Gaza à plaider devant les tribunaux islamiques de la charia, lesquels statuent exclusivement sur les litiges familiaux. D'autres membres jouent un rôle social important à Gaza et sont affiliés à des forces politiques tierces. C'est notamment le cas d'Aed Yaghi, médecin en chef chargé du portefeuille de la santé, qui a été directeur de la branche gazaouie de la Société palestinienne de secours médical et figure de proue de l'Initiative nationale palestinienne, un parti palestinien de centre gauche dirigé par l'homme politique Mustafa Barghouti.

D'autres membres du comité proviennent du secteur des affaires, comme Ayed Abu Ramadan, responsable du portefeuille de l'économie et du commerce. Abu Ramadan a été directeur de la Banque islamique palestinienne et a occupé le poste de président de la Chambre de commerce de Gaza, période durant laquelle il a œuvré à l'obtention de subventions de la Banque mondiale pour le secteur privé à Gaza. Son parcours indique que son approche de la gouvernance de Gaza s'inscrit dans la continuité des politiques économiques néolibérales introduites par l'Autorité palestinienne après la Seconde Intifada.

D'autres figures du comité sont connues pour leur proximité avec la faction dissidente au sein du Fatah, dirigée par Muhammad Dahlan, basé aux Émirats arabes unis et expulsé du Fatah par Mahmoud Abbas. Parmi elles figurent Jabr Daour, chargé de l'éducation ; Husni Mughni, chargé des affaires tribales ; et Ali Shaath lui-même.

Mais le membre le plus controversé du comité technocratique de Gaza est Sami Nasman, qui a reçu le portefeuille de la sécurité.

Nasman est un général à la retraite des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne qui a quitté Gaza après la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas en 2007. Membre de longue date du Fatah, il a été l'un des opposants les plus virulents au régime du Hamas dans l'enclave. Le Hamas l'a accusé par le passé d'avoir dirigé des campagnes d'arrestation contre ses membres dans les années 1990 et d'avoir agi contre la gouvernance du mouvement à Gaza après la scission Fatah-Hamas en 2007. Le journal arabophone *Asharq al-*

Awsat a cité des sources proches de Nasman rejetant ces accusations antérieures, en les situant dans le cadre « d'accusations réciproques dans le contexte des divisions palestiniennes ».

Malgré la présence de certains noms indépendants bien connus à Gaza, la composition du comité comporte suffisamment de figures controversées pour que les Palestiniens, et notamment les factions palestiniennes, rejettent sa configuration actuelle en toute autre circonstance.

L'aspect le plus controversé du NCAG, toutefois, n'est pas sa composition, mais le fait qu'il soit subordonné au Conseil de la paix de type mandat colonial de Trump. Le comité exécutif de ce conseil comprend le gendre de Trump, Jared Kushner, l'envoyé de Trump pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, et le secrétaire d'État américain Marco Rubio – tous ouvertement pro-israéliens. L'autre membre du comité exécutif est l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, tenu pour responsable de l'invasion et de la destruction de l'Irak.

Accepter l'inacceptable

Les circonstances dans lesquelles le NCAG a vu le jour lui laissent très peu de marge pour améliorer les conditions de vie catastrophiques des Palestiniens de Gaza sans la coopération d'Israël. En pratique, cela implique de se plier aux conditions israéliennes.

Or Israël n'a même pas respecté ses engagements dans le cadre de la phase actuelle du cessez-le-feu, laissant entrer moins de la moitié de la quantité d'aide convenue à Gaza selon le Programme alimentaire mondial. Israël a également bloqué l'entrée des matériaux de construction et poursuivi des frappes meurtrières à travers l'enclave. Pourtant, des factions palestiniennes qui exigeaient auparavant que la nouvelle autorité à Gaza soit placée sous la supervision de l'ONU, sont désormais disposées à former un comité entièrement à la merci d'Israël, de Trump et de son Conseil de la Paix.

Ce changement de priorités traduit le « mode survie » dans lequel se trouvent les Palestiniens, un état induit par un choc collectif.

Le Chili fut le premier cas d'éclosion, mais Naomi Klein a identifié des processus similaires ailleurs, où des réalités politiques impopulaires et des politiques économiques ont été imposées aux sociétés après leur exposition à des interventions traumatiques extrêmes : l'Argentine après le coup d'État militaire de 1976 ; l'Irak après l'invasion menée par les États-Unis en 2003 ; et les États-Unis eux-mêmes après les attentats du 11 septembre.

Or, ce qui est produit à Gaza après le 7 octobre n'était pas un simple « choc » à caractère antisémite d'une société entière, défigurant le corps social et politique palestinien.

Une autre application de la doctrine du choc peut également être observée en dehors de la Palestine. Le génocide perpétré par Israël a provoqué des ondes de choc qui traversent l'ensemble de l'ordre mondial, ouvrant la voie à un nouveau monde aujourd'hui consacré à Davos, que Craig Mokhiber a décrit comme « un monde à genoux ».

Les Palestiniens se retrouvent abandonnés par le monde au milieu de ces bouleversements tectoniques, leurs vies traitées comme des pions entre les mains de nouveaux acteurs mondiaux,

tandis que leurs propres forces politiques demeurent fragmentées et contenues, cooptées ou décimées. Il est résulte qu'après plus de cent ans de résistance au colonialisme, les Palestiniens n'ont aujourd'hui d'autre choix que d'accepter l'inacceptable.

Traduction pour l'Agence Média Palestine : CB

Source : [Mondoweiss](#)

date créée
2026/01/26